

Point de vue 1

LA MONDIALISATION

Sophie Meunier

Chercheuse, Princeton University

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis que le mot « mondialisation » est passé dans le langage courant au début des années 1990. À l'époque, la perception de la nouveauté du phénomène évoquait à la fois peurs et opportunités. L'ouverture croissante des marchés due à la dérégulation économique et à la signature de nombreux accords commerciaux internationaux avait le potentiel de créer de vastes opportunités : pour les entrepreneurs, opportunités de nouveaux marchés, d'abaissement des coûts de production et d'une plus grande efficacité dans l'organisation de leurs activités financières et commerciales; pour les consommateurs, opportunités d'un plus vaste choix de produits et à des prix moins élevés. La mondialisation suscitait aussi en parallèle de grandes peurs : peur d'un accroissement encore plus grand des inégalités entre le Nord et le Sud, peur des délocalisations et d'un nivellement par le bas des régulations, peur de la toute-puissance des multinationales et d'une mainmise de l'hyperpuissance américaine sur l'économie et la culture mondiales.

Les peurs et les opportunités liées à la mondialisation sont toujours présentes aujourd'hui, mais leur substance a évolué considérablement au cours des deux dernières décennies. Ce point de vue passe brièvement en revue trois types de développements substantiels récents. Premièrement, la mondialisation a mis en lumière de nouvelles opportunités pour les acteurs individuels et étatiques et a permis une reconfiguration de la géographie économique mondiale, notamment en ce qui concerne la production, les investissements directs et la connaissance. Deuxièmement, la mondialisation a donné lieu à l'émergence de nouvelles menaces et de nouveaux risques, dus notamment à ses capacités destructrices, contagieuses et non soutenables à long terme pour la planète. Enfin, la mondialisation a désorganisé les systèmes classiques de représentation des intérêts politiques, posant des défis tous particuliers à la politique partisane et permettant l'émergence de nouveaux lieux et modes de représentation transnationale.

1. NOUVELLES OPPORTUNITÉS : LA RECONFIGURATION DE LA GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Plusieurs des peurs qui alimentaient les réserves initiales contre la mondialisation ne se sont pas concrétisées. La mondialisation a contribué à la croissance économique (Dreher, 2006). Elle n'a pas accru davantage les inégalités entre le Nord et le Sud; au contraire, elle a accéléré le rattrapage des pays en émergence, augmenté la qualité de la vie pour de nombreuses populations et créé de nouveaux pôles de compétitivité dans le monde. L'érosion des régulations environnementales ou sanitaires n'a pas eu lieu. Quant à la peur de l'hégémonie américaine, elle s'est révélée sans fondement au fur et à mesure que la mondialisation s'est « désaméricanisée ». Ce que la mondialisation a permis, cependant, et ce qui contribue à alimenter aujourd'hui des peurs nouvelles, ce sont une reconfiguration de la production mondiale, une nouvelle donne des investissements directs étrangers et une réorganisation de la connaissance.

1.1 La reconfiguration de la production

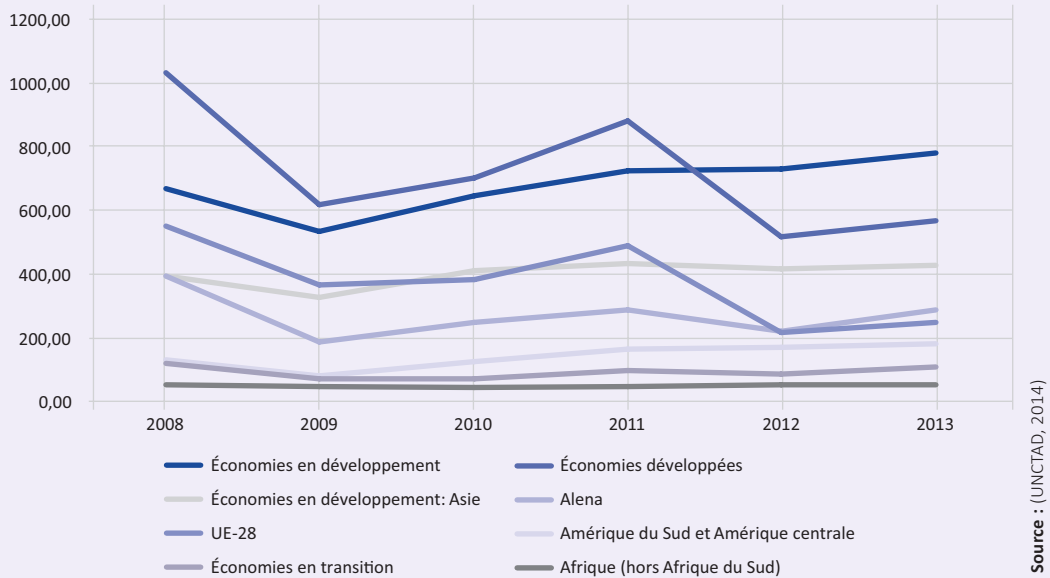
L'un des effets les plus marquants de la mondialisation est la reconfiguration des processus de production qu'elle a engendrés. Les facteurs de production étant devenus plus mobiles que jamais grâce à la dérégulation et aux progrès des transports, les entreprises ont repensé en profondeur l'organisation stratégique de leur production. Certaines ont délocalisé leurs activités pour tirer profit des pays où le coût du travail était moins élevé, ceux où les régulations (environnementales ou de droit du travail, par exemple) étaient moins contraignantes, et ceux où les conditions fiscales étaient les plus attractives. D'autres ont consolidé leurs opérations pour accroître les économies d'échelle.

La face la plus visible de cette reconfiguration est l'explosion des chaînes de valeur globales. Afin de tirer profit de la concurrence et des avantages comparatifs, les entreprises ont fragmenté leurs processus de production et les ont fait éclater en de multiples maillons qui sont désormais éparpillés dans le monde entier, de la recherche et la conception à l'emballage des produits, en passant par l'extraction des matières premières et la fabrication des différents composants. Les activités de production sont segmentées fonctionnellement et géographiquement pour exploiter les spécialisations. La nature du commerce mondial s'est donc altérée radicalement, puisqu'une grande partie des échanges mondiaux se fait aujourd'hui dans les chaînes de valeur à l'intérieur d'une entreprise et non plus directement de pays à pays.

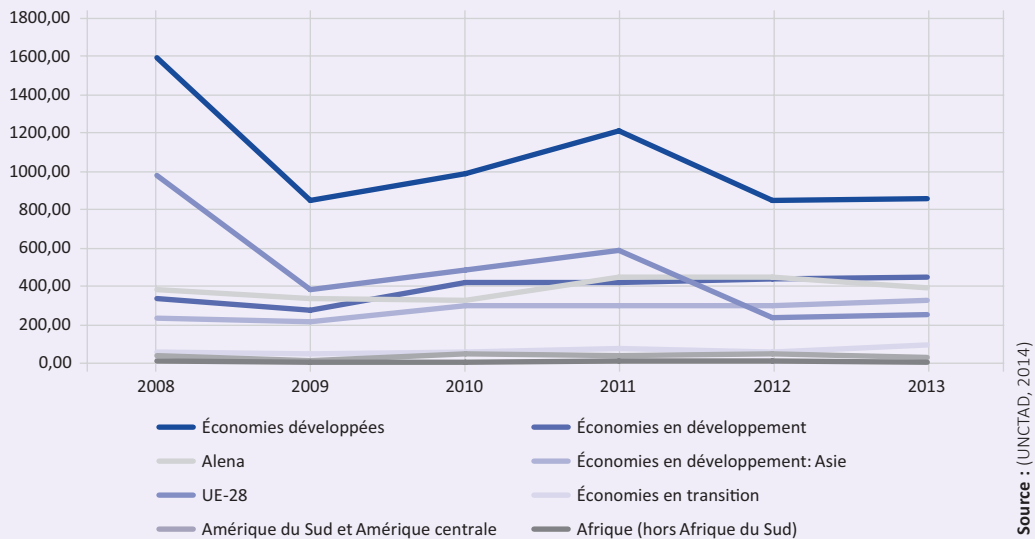
1.2 La nouvelle donne des Investissements Directs Etrangers

La reconfiguration de la production a rendu particulièrement cruciaux les Investissements Directs Étrangers (IDE) pour le bien-être économique d'un pays et en même temps en a transformé la direction des flux. Les pays se livrent à une concurrence farouche pour attirer les investissements étrangers chez eux à coup de promotion et d'incitations qui peuvent aller d'exonérations fiscales à de nouvelles infrastructures, en passant par la formation des employés et même l'octroi de la résidence permanente dans le pays hôte.

En 2012, pour la première fois, les pays émergents ont absorbé plus de flux d'IDE que les économies développées (UNCTAD, 2014). Notamment, depuis 2008, l'Europe a vu sa part dans le volume global des IDE se réduire de 55 % à 27 % des flux mondiaux (voir graphiques 1 et 2).



Graphique 1 : Flux d'entrées d'IDE par région 2008-2013 (en milliards de USD).



Graphique 2 : Flux de sorties d'IDE par région 2008-2013 (en milliards de USD).

Ce qui a le plus changé dans les années récentes en ce qui concerne les investissements directs étrangers est sans doute leur origine géographique. Autrefois, le domaine exclusif des riches pays du Nord, les IDE proviennent aujourd'hui de multiples régions. En 2012, les économies émergentes ont généré près d'un tiers des flux mondiaux d'IDE (UNCTAD, 2013). La Chine, notamment, a connu une croissance spectaculaire de ses IDE depuis dix ans et est devenue en 2012 la troisième source de flux au monde, investissant sur tous les continents. Cette redistribution géographique de l'origine des investissements pose des défis économiques, mais surtout politiques, nouveaux (Meunier, Burgoon et Jacoby, 2014).

1.3 La réorganisation de la connaissance mondiale

La mondialisation a créé de nouvelles opportunités pour certains et permis cette reconfiguration partielle de la géographie économique grâce à la réorganisation de la connaissance mondiale qui s'opère. D'abord, l'information circule aujourd'hui en temps réel dans les pays libres grâce à la diffusion spectaculaire de l'internet qui est désormais utilisé par près de 40 % de la population mondiale. Ensuite, la mondialisation a facilité la circulation accrue des personnes qui, en traversant les frontières pour des raisons professionnelles ou même touristiques, propagent aussi connaissance et savoir-faire et contribuent à l'innovation.

Les pays mettent en place des politiques de la connaissance pour favoriser la localisation des investissements étrangers et créent notamment des pôles de compétitivité qui combinent université, recherche et entreprises. Les pays essaient aussi d'attirer les talents en recrutant des étudiants étrangers dans l'espoir qu'ils restent sur place une fois leurs études terminées. La nouvelle génération est plus internationale et plus mobile. Une des conséquences est que les institutions de formation du monde entier sont maintenant mises en concurrence les unes contre les autres, ce qui chamboule l'ordre universitaire établi.

En reconfigurant la géographie économique, en particulier de l'Ouest vers l'Est, la mondialisation a ébranlé les avantages et les avances dont jouissaient les économies les plus développées où elle a créé des gagnants et des perdants. Des pans entiers de ces économies se sont retrouvés exposés à la concurrence internationale, accroissant la précarité et le chômage, en particulier chez les jeunes non qualifiés. S'il y a eu incontestablement des perdants relatifs de la mondialisation, il y a aussi eu des gagnants – au niveau micro, les individus qualifiés et mobiles, ainsi que les détenteurs de capital; au niveau macro, la mondialisation a permis aux pays de s'enrichir, même ceux dont la croissance s'est ralentie.

2. NOUVELLES MENACES : L'ÉMERGENCE DE RISQUES PROPRES À LA MONDIALISATION

La mondialisation a aussi donné lieu à l'émergence de nouvelles menaces et nouveaux risques liés à la « promiscuité » qu'elle établit entre les différentes économies. Ces menaces viennent en particulier des capacités de destruction, de contagion et d'impact sur l'environnement de la mondialisation.

2.1 Destruction

La mondialisation ébranle les avantages acquis et accroît la volatilité à cause de ses capacités destructrices, à la Schumpeter. Elle encourage l'innovation technologique, de l'internet à la génétique, ainsi que l'imitation et, à terme, la concurrence, voire le dépassement. Elle a aussi accru la productivité grâce aux flux de capital, de technologie et de talent plus nombreux. Innovation et productivité accrue rendent obsolètes certaines techniques et certains métiers. Cela contribue à une montée du chômage, surtout dans des couches particulières de la population, ainsi qu'à un déclassement social et une perte des avantages acquis, notamment pour les classes moyennes qui s'étiolent.

2.2 Contagion

La mondialisation rend aussi possible la contagion rapide des crises qui pouvaient auparavant être contenues à l'intérieur des frontières nationales ou régionales, car les pays sont désormais plus vulnérables. Or, plus les systèmes, notamment financiers, sont interconnectés, plus sont gros et coûteux les risques systémiques. Les exemples de cette contagion abondent, à commencer par les crises financières. La dérégulation et l'intégration croissantes des marchés internationaux de capitaux sont à la source de nombreuses bulles spéculatives, notamment dans le secteur immobilier dopé par l'accès facile au crédit étranger; une fois la bulle éclatée, c'est aussi la mondialisation qui attise la propagation de la crise vers les pays créditeurs et vers les crédettes des crédettes, et ainsi de suite. La mondialisation financière facilite l'éclatement des crises dans les pays aux fondamentaux faibles, mais aussi dans les pays qui ont des fondamentaux économiques sains, comme cela a été révélé lors de la crise de l'euro.

2.3 Développement durable

La mondialisation a incontestablement augmenté la croissance économique mondiale, mais cette croissance a créé de nouveaux risques pour l'environnement. Un risque particulièrement important est l'abus des ressources naturelles. Au fur et à mesure que la population mondiale s'accroît et s'enrichit, les ressources sont de plus en plus sollicitées – les hydrocarbures, les matières premières nécessaires à l'industrie et, avant tout, l'eau. Un second risque important est celui des effets nocifs sur l'environnement.

Plus de richesse, plus d'éparpillement des processus industriels en chaînes de valeur globales et plus de circulation des biens et des personnes au-delà des frontières contribuent à la dégradation de l'environnement, et en particulier la qualité de l'air et de l'eau. Dans certains cas, les multinationales ont pu délocaliser leur activité industrielle dans des pays où les normes de protection de l'environnement ne sont pas sévères, ce qui exacerbe encore plus la qualité de l'environnement qui y était déjà pauvre au départ. Il est donc crucial d'accompagner la mondialisation avec des politiques volontaristes de développement durable.

3. NOUVELLES POLITIQUES? LA MONDIALISATION ET LA RECONFIGURATION DE LA REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS

La mondialisation a désorganisé les systèmes classiques de représentation des intérêts (Hall, Jacoby, Levy et Meunier, 2014). Elle pose des défis croissants à la politique partisane et a permis le développement de nouveaux lieux et modes de représentation des intérêts, recomposant ainsi l'espace politique territorial classique.

3.1 Des défis posés à la politique partisane

Dans les démocraties occidentales, la mondialisation a généralisé le sentiment que les autorités gouvernementales n'avaient plus ni la capacité d'agir ni celle d'effectuer de vrais choix. L'interdépendance des économies, le nombre de décisions prises au niveau supranational ou international, les règles créées par les multiples accords internationaux et régionaux, ainsi que la diffusion des idées néolibérales, y compris à gauche de l'échiquier politique, ont réduit la marge de manœuvre des hommes et femmes politiques et gommé certaines des différences classiques entre les partis. La mondialisation a aussi propagé le sentiment que les groupes d'intérêts nationaux traditionnels, comme les syndicats, ne pouvaient plus être représentatifs.

Ces développements ont eu deux conséquences majeures sur la politique de tous les pays démocratiques participant activement à la mondialisation. D'une part, cela a accru la volatilité et l'alternance électorales. Chaque élection est une opportunité de manifester son mécontentement, sa défiance et sa désillusion contre le parti au pouvoir. D'autre part, cela a favorisé l'émergence de partis populistes extrémistes qui prônent le protectionnisme et le repli sur soi, comme le Front national en France, Aube Dorée en Grèce et le Tea Party aux États-Unis. La mondialisation a fait apparaître une nouvelle ligne de clivage entre « ouvert » et « fermé », entre « gagnants » et « perdants », qui ne correspond plus au traditionnel clivage gauche-droite.

3.2 Développement de nouveaux lieux et modes de représentation des intérêts

La deuxième reconfiguration politique provoquée par la mondialisation est le redéploiement de la représentation des intérêts au-delà de l'État-nation. La mondialisation a multiplié les lieux institutionnels par lesquels les acteurs politiques essaient d'avancer leurs intérêts. La représentation des intérêts s'organise désormais dans les organisations régionales et internationales, dans les mouvements transnationaux et dans de nouveaux types de coalitions. Grâce aux nouvelles technologies de communication, la société civile se mobilise beaucoup plus facilement qu'avant, que ce soit selon des lignes territoriales, sectorielles ou idéologiques.

Cette nouvelle organisation transnationale a eu pour conséquence de contribuer à la redéfinition même des intérêts. Les vues des acteurs ont été transformées par la diffusion des idées au-delà des frontières. Certaines normes, que ce soit sur les droits de l'homme ou la défense de l'environnement, se propagent plus facilement.

4. CONCLUSION

Malgré, et à cause, de l'impact général de la mondialisation sur la croissance économique, les incertitudes se sont accrues et de nouvelles questions se posent aujourd'hui, notamment aux pays qui jouissaient d'une confortable position établie dans le monde d'hier. Chez les « vieilles » puissances économiques, la mondialisation a augmenté la précarité, décimé des pans entiers d'activité industrielle et augmenté le chômage et les incertitudes. Même si elle continue à contribuer à leur croissance, la mondialisation y est souvent interprétée négativement car les gains relatifs comptent plus que les gains absolus dans les perceptions, et les vieilles économies ont perdu relativement dans ce monde nouveau dont le centre de gravité se déplace progressivement. Il en résulte dans une partie de la population un sentiment d'impuissance, un mal-être et une certaine nostalgie pour une époque révolue pré-mondialisation.

Quelles réponses à apporter à ces interrogations et ces peurs nouvelles? Certes, il est vrai que la mondialisation réduit la marge de manœuvre des gouvernants. Beaucoup des réponses proposées qui visent à établir plus de règles du jeu par des accords multilatéraux sont internationales et contribuent à créer de nouveaux problèmes en plus d'en résoudre d'autres (comme l'a montré la participation de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce depuis 2001). Mais la plupart des réponses en fin de compte restent politiques et nationales. À chaque pays et à chaque individu de trouver sa « niche »; tout le monde ne peut pas être en compétition pour le même emploi ou sur le même marché. À chaque pays de trouver un modèle national dont les institutions offrent un mélange optimal d'efficacité et de stabilité en fonction des préférences de sa population (Rodrik, 2012). Et à chaque pays de trouver ce qui le distingue, ce qui représente sa « marque », ce qui n'est pas statique dans le temps.

5. BIBLIOGRAPHIE

- Dreher, A. (2006). Does globalization affect growth? Evidence from a new index of globalization. *Applied Economics*, 38 (10), 1091-1110.
- Hall, P., Jacoby, W., Levy, J. et Meunier, S. (2014). *The Politics of Representation in the Global Age*. New York : Cambridge University Press.
- Meunier, S., Burgoon, B. et Jacoby, W. (2014). The Politics of Hosting Chinese Investment in Europe. *Asia-Europe Journal*, Forthcoming.
- Rodrik, D. (2012). *The Globalization Paradox: Democracy and the Future of the World Economy*. W. W. Norton.
- UNCTAD. (2013). *World Investment Report 2013: Global Value Chains*. UNCTAD.
- UNCTAD. (2014). *World Investment Report 2014: Investing in the SDGs*. Genève : UNCTAD.